

PERMISSION DE VOIRIE - 32 RUE DU BIGNON

TRAVAUX SUR RESEAU – POSE D'UNE CHAMBRE L2C SUR CHAMBRE EXISTANTE

AMÉLIORATION DE LA DESSERTE TÉLÉPHONIQUE

Nom et prénom du pétitionnaire ORANGE

Adresse : 8 rue Jacqueline Auriol 35136 Saint Jacques de la Lande

LE MAIRE

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L113.2 relatif à l'utilisation du domaine public routier ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret n° 64.262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'ordonnance n° 59.115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande d'Orange en date du 26 août 2025 sollicitant l'autorisation d'occuper l'ouvrage du domaine public routier rue du Bignon pour la création et la pose d'une chambre L2C ;

Vu le plan des lieux,

ARRETÉ

Article 1er : Une permission de voirie pour la création d'une chambre souterraine est accordée à **Orange**, à compter de la date du présent arrêté.

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et sous réserve des droits des tiers.

Pour l'exécution des travaux, la présente autorisation est valable un an à partir de la date de l'arrêté.

Article 2 : le pétitionnaire est autorisé à exécuter les travaux qui font l'objet de sa demande à charge par lui de se conformer à la réglementation visée ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

Création et pose d'une L2C – fourreaux existants.

Signalisation : protection du chantier par la mise en place d'une signalisation de chantier conforme à l'instruction sur la signalisation routière

Après travaux, les lieux devront être parfaitement nettoyés. L'accotement et la voirie seront remis en état même en dehors des fouilles et à la charge du pétitionnaire.

Les supports provenant de la dépose de la ligne existante devront être immédiatement évacués

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la commune que des tiers, des désordres de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Orange, pétitionnaire

Article 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (35) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Pocé les Bois, le 5 septembre 2025

Le Maire

Frédéric MARTIN

